

**PRÉFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

République Française

-----  
**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS  
LOCALES ET DU CADRE DE VIE**  
-----

Marseille, le 5 JAN. 1998

Bureau de l'Environnement  
-----

Dossier suivi par : M. PASTOR

Tél. : 04.91.15.65.35.

AP/BN

N° 98-401/170-1998 A

DE  
[Signature]

→ Fch [Signature]  
|  
et don

(P2)

**ARRÊTÉ**

**Imposant des prescriptions complémentaires  
au GROUPEMENT POUR L'AVITAILLEMENT  
DE L'AÉROPORT DE MARSEILLE-PROVENCE  
à MARIGNANE**

-----  
**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**  
-----

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 22 Septembre 1998,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 Octobre 1998,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer au GROUPEMENT POUR L'AVITAILLEMENT DE L'AÉROPORT DE MARSEILLE-PROVENCE des prescriptions complémentaires relatives au report au 31 Mai 1999 de la date de réalisation des travaux de mise en conformité du dépôt d'hydrocarbures,

.../...

**SUR LA PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er**

Le délai de mise en conformité du dépôt avec l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 97-192/44-1997 A du 23 Septembre 1997, prévu à l'article 9 de ce même arrêté, est reporté au 31 Mai 1999.

**ARTICLE 2**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

**ARTICLE 3**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée, rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

**ARTICLE 4**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

## ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 7

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de MARIGNANE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône,
- ✓ - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 5 JAN. 1999



POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau,

*M. Invern*  
Martine INVERNON